



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 août 2012

Session de fond de 2012

Point 14, c, de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par le Conseil économique et social

[sur recommandation de la Commission pour la prévention du crime  
et la justice pénale (E/2012/30 et Corr.1 et 2)]

#### 2012/15. Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale

*Le Conseil économique et social*

*Recommande* à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution  
ci-après :

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>1</sup>, qui consacre les principes fondamentaux d'égalité devant la loi et la présomption d'innocence, ainsi que le droit de toute personne accusée d'un acte délictueux à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial au cours d'un procès où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées, ainsi que d'autres garanties minimales et le droit d'être jugée sans retard excessif,

*Rappelant également* le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>2</sup>, en particulier l'article 14, qui dispose que toute personne accusée d'une infraction pénale a droit à être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ou chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, afin que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi,

*Ayant à l'esprit* l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus<sup>3</sup> approuvé par le Conseil économique et social dans sa résolution 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957, et complété par le Conseil dans sa résolution

<sup>1</sup> Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

<sup>2</sup> Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>3</sup> *Droits de l'homme : Recueil d'instruments internationaux*, Volume I (Première partie), *Instruments universels* [publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.XIV.4 (vol. I, Part 1)], sect. J, n° 34.



2076 (LXII) du 13 mai 1977, selon lequel un prévenu, en vue de sa défense, a le droit de recevoir des visites de son avocat,

*Ayant également à l'esprit* l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement<sup>4</sup>, dont le principe 11 énonce le droit de la personne détenue à assurer elle-même sa défense ou à être assistée d'un conseil conformément à la loi,

*Ayant en outre à l'esprit* les Principes de base relatifs au rôle du barreau<sup>5</sup>, en particulier le principe 6, selon lequel toute personne qui n'a pas de défenseur, a droit, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à l'assistance d'un avocat commis d'office ayant une expérience et des compétences suffisantes au vu de la nature de l'infraction, dont les services seront gratuits si elle n'a pas les moyens de les rémunérer,

*Rappelant* la Déclaration de Bangkok intitulée "Synergies et réponses : alliances stratégiques pour la prévention du crime et la justice pénale"<sup>6</sup>, en particulier le paragraphe 18, dans lequel les États Membres sont appelés à prendre des mesures, conformément à leur droit interne, pour promouvoir l'accès à la justice, à envisager la fourniture d'une aide juridique à ceux qui en ont besoin et à leur permettre de faire valoir utilement leurs droits dans le système de justice pénale,

*Rappelant également* la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux : les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation<sup>7</sup>, en particulier le paragraphe 52, dans lequel il est recommandé aux États Membres de s'efforcer de réduire le recours à la détention avant jugement, lorsque cela est approprié, et d'encourager un accès accru aux mécanismes de justice et de défense,

*Rappelant en outre* la résolution 2007/24 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 2007 sur la coopération internationale en vue de l'amélioration de l'accès à l'assistance juridique dans les systèmes de justice pénale, en particulier en Afrique,

*Considérant* que l'assistance juridique est une composante essentielle d'un système de justice pénale équitable, humain et efficace qui repose sur la primauté du droit et qu'elle constitue non seulement un fondement pour la jouissance d'autres droits, notamment le droit à un procès équitable, mais également un préalable à l'exercice de ces droits et une protection importante qui garantit l'équité fondamentale et la confiance du public dans le processus de justice pénale,

*Considérant également* que les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, qui figurent en annexe à la présente résolution, peuvent être appliqués par les États

---

<sup>4</sup> Résolution 43/173 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>5</sup> *Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane, 27 août-7 septembre 1990 : rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.IV.2), chap. I, sect. B.3, annexe.

<sup>6</sup> Résolution 60/177 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>7</sup> Résolution 65/230 de l'Assemblée générale, annexe.

Membres, en tenant compte de la grande variété des systèmes juridiques et des conditions socioéconomiques dans le monde,

1. *Note avec satisfaction* les travaux réalisés par le groupe d'experts intergouvernemental à composition non limitée sur le renforcement de l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, lors de sa réunion tenue à Vienne du 16 au 18 novembre 2011, en vue d'élaborer un ensemble de principes et de lignes directrices sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale ;

2. *Adopte* les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, qui figurent en annexe à la présente résolution, en tant que cadre utile pour fournir aux États Membres des orientations sur les principes devant étayer un système d'assistance juridique en matière de justice pénale, en tenant compte du contenu de la présente résolution et du fait que tous les éléments de l'annexe seront appliqués conformément à la législation nationale ;

3. *Invite* les États Membres, conformément à leur législation nationale, à adopter et à renforcer les mesures voulues pour faire en sorte qu'une assistance juridique efficace soit fournie conformément à l'esprit des Principes et lignes directrices, sans perdre de vue la diversité des systèmes de justice pénale des différents pays et régions du monde et le fait qu'une assistance juridique peut être mise en œuvre en veillant à l'équilibre général du système de justice pénale, et la situation particulière des pays et des régions ;

4. *Encourage* les États Membres à envisager, selon qu'il conviendra, la fourniture d'une assistance juridique et à fournir une telle assistance dans toute la mesure possible ;

5. *Encourage également* les États Membres à s'inspirer, selon qu'il conviendra, et conformément à la législation nationale, des Principes et lignes directrices lorsqu'ils déploient des efforts et prennent des mesures à l'échelle nationale en vue d'améliorer l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale ;

6. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, de continuer à fournir des services consultatifs et une assistance technique aux États Membres, sur demande, dans le domaine de la réforme de la justice pénale, y compris la justice réparatrice, les mesures alternatives à l'emprisonnement et l'élaboration de plans intégrés pour la fourniture d'une assistance juridique ;

7. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, de diffuser largement les Principes et lignes directrices, notamment en élaborant des outils pertinents, tels que des guides et des manuels de formation ;

8. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins décrites ci-dessus, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies ;

9. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-troisième session sur la suite donnée à la présente résolution.

**Annexe**

**Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale**

[Pour le texte, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2012, Supplément n° 10* (E/2012/30 et Corr.1 et 2), chap. I, sect. A, projet de résolution III; le texte sera reproduit intégralement lors de son examen par l'Assemblée générale.]

*46<sup>e</sup> séance plénière  
26 juillet 2012*